

**Syrie - Situation à Idlib -
Déclaration de la porte-parole du
ministère de l'Europe et des affaires
étrangères**

(Paris, 03 septembre 2018)

La France exprime sa préoccupation au sujet d'une possible offensive d'envergure du régime syrien et de ses alliés sur la zone de désescalade d'Idlib.

Une telle offensive entraînerait des conséquences désastreuses. Elle engendrerait une nouvelle catastrophe humanitaire et migratoire majeure puisqu'elle pourrait directement menacer les 3 millions de civils que dénombre le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU dans la région.

Comme l'a dit le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, le risque d'une attaque chimique menée par le régime syrien à Idlib ne peut être écarté. Certains se sont engagés dans une campagne de désinformation visant à remettre en cause la responsabilité bien établie du régime de Damas dans les attaques chimiques visant la population syrienne dont celle de Douma en avril dernier. Le mécanisme conjoint d'enquête et d'attribution des Nations unies et de l'OIAC (JIM) a déterminé la responsabilité des forces armées syriennes dans au moins quatre cas d'emploi de chlore et de sarin. L'OIAC a par ailleurs publié 17 rapports confirmant la nature chimique de plus de trente attaques en Syrie. Comme l'a rappelé le président de la République lors de son discours devant la Conférence des ambassadeurs, le 27 août dernier, la France continuera à faire respecter ses lignes rouges en matière d'emploi des armes chimiques et se tiendra prête à agir en cas d'utilisation avérée et à usage létal de ces armes. En tout état de cause, la France continuera de se mobiliser avec ses partenaires pour lutter contre l'impunité d'emploi des armes chimiques et des crimes de guerre ou contre l'humanité commis en Syrie.

La France appelle donc la Russie et la Turquie à préserver la désescalade de la violence dont elles se sont portées garantes dans cette région, avec le souci premier de protéger les populations civiles. Nous poursuivrons le dialogue étroit que nous avons engagé avec ces deux pays, ainsi qu'avec les autres principaux acteurs de la crise syrienne afin de faire émerger une solution politique inclusive, crédible et durable en Syrie./.